



| L'Europe a abandonné toute l'industrie électronique et l'industrie de la data aux californiens, chinois et coréens, selon Laurent Alexandre

GAFAM VERSUS UNION EUROPÉENNE

Interview par Alain Bloëdt, Rédacteur en chef du Progressive Post, avec Laurent Alexandre

L'influence des GAFAM hors les Etats-Unis est une préoccupation des pays de l'Union Européenne. La décision de mettre en place une taxe sur le numérique est au coeur des débats entre les Etats membres. Toutefois l'impact des GAFAM semble aller au-delà des retombées économiques. Laurent Alexandre revient sur le retard pris par L'union européenne.

Comment analysez-vous la réaction de l'Europe et des Etats face aux géants du numérique ?

L'Europe ne comprend pas l'économie de la donnée. La régulation du cybermonde va être un enfer mais elle n'a pas saisi que l'intelligence artifi-

cielle s'éduque à partir d'une montagne de données et que ceux qui les détiennent sont les nouveaux maîtres du monde, ceux qu'on appelle GAFAM (pour Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) ou le versant chinois BATX (pour Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi)

Donc la web-tax proposée par la Commission européenne n'est pas franchement une bonne idée ?

Non, il faut faire payer les GAFAM car ils éludent trop l'impôt. Mais ce n'est pas en leur faisant payer des impôts que

nous allons régler le problème, le problème c'est que nous n'avons pas de GAFAM européen !

Que devrait-elle faire ?

L'Europe est dans un piège. Elle régule des acteurs qui ne sont pas européens mais elle n'a pas de pouvoir. La vassalisation, à la

#GAFAM Total vient d'annoncer qu'elle confie son exploration pétrolière à Google @dr_l_alexandre



fois numérique et technologique de l'Europe, ne peut pas être freinée facilement. Pour contrôler cette nouvelle aristocratie de l'Intelligence artificielle et le système qu'ils ont créé, il faut une expertise multidisciplinaire c'est-à-dire des compétences technologique, de compréhension et d'interaction entre le droit, la politique, l'économie de la data et la technologie que la classe politique n'a pas.

L'Intelligence artificielle n'est pas si vieille, comment en est-on arrivé là si rapidement ?

On a rien vu arriver. On est passé d'une Europe leader des télécommunications, avec Nokia qui raflait 50% du marché mondial, à une Europe qui a abandonné toute l'industrie électronique et l'industrie de la data aux californiens, chinois et coréens.

La situation est-elle remédiable ?

L'Europe n'a pas fini de paniquer. Un bon exemple est à prendre du côté de Total, qui vient d'annoncer qu'elle confie son exploration pétrolière à Google. Total n'a pas d'autres choix car elle n'est pas capable de développer de l'intelligence artificielle à la hauteur des GAFAM. Airbus explique aussi combien Google lui est indispensable ! Nous allons être ultra-dépensants !

Vous êtes très pessimistes ?

L'Europe n'a pas commencé à réfléchir à une stratégie et la gestion de la donnée comme le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) va aggraver le sous-développement de l'Europe. Cela va freiner le développement des acteurs européens plus que les GAFAM et BATX, qui sont déjà des géants et qui ont des armées d'avocats et de lobbysites. En bref, ils s'en sortiront.

Comment le combat aurait-il pu être mené ?

Par de nouvelles élites mais on ne décrète pas des élites. Dans le monde d'aujourd'hui, ceux qui connaissent l'intelligence artificielle vont préférer gagner des millions que d'aller siéger au Parlement européen !

Peut-on transformer cette élite ?

On ne va transformer la sociologie de gens qui font de la politique en un claquement de doigt. On va donc garder d'un côté, des politiques plutôt technophobes et de l'autre, une opinion plutôt populiste, qui n'est pas prête à un raisonnement du type : il faut lancer la guerre technologique contre les GAFAM et BATX, il faut investir plus dans la recherche et dans l'université, etc...

Pourquoi ?

Les citoyens veulent un renforcement de la protection par l'état providence. Ils ne veulent pas qu'on renforce la compétitivité de l'offre.

Comment arriver à porter un discours qui défende l'Etat providence, tout en investissant massivement dans les nouvelles technologies ?

C'est très compliqué mais attention, il n'y aura plus d'Etat providence si on devient une colonie numérique et si on ne devient que des consommateurs et non des producteurs.

Les élites américaines sont très portées sur les technologies ?

Non, mais elles ont moins d'impact sur le cours de la technologie que les nôtres.

Qu'est-ce qui pourrait inverser cette tendance ?

Beaucoup de pédagogie et un changement à la fois de la gauche et de la droite européenne.

Que reprochez-vous à la droite européenne ?

Elle est plutôt technophobe, notamment parce qu'elle a peur du développement de l'intelligence artificielle et de la biologie par rapport à la procréation et

aux projets trans-humanistes.

Et la gauche ?

Elle n'aime pas cette nouvelle économie car elle génère des milliardaires, des inégalités et que dans des secteurs, l'intelligence artificielle menace la clientèle syndicale et politique de la gauche.

Lequel des deux va évoluer le premier ?

Aucun des deux, je le crains.



> AUTEUR

Spécialiste des révolutions technologiques et de leurs enjeux, **Laurent Alexandre** est chirurgien, neurobiologiste et énarque, fondateur de Doctissimo, et de plusieurs entreprises de high-tech. Chroniqueur dans plusieurs médias, il est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence dont *La Mort de la Mort*, *La Défaite du Cancer* et le tout dernier, *La Guerre des Intelligences*.